
[Inde : le gouvernement local persécute les Vangujjars dépendants des forêts](#)

Les Vangujjars, une tribu nomade bien définie qui possède un très riche patrimoine culturel, vivent disséminés dans les forêts des montagnes de l'Uttrakhand, en Inde, depuis trois siècles. Ils maintiennent leur style de vie nomade et voyagent avec leurs buffles entre les hauts sommets de l'Himalaya en été et les zones basses en hiver. Ils ont toujours été les mal-aimés des gouvernements successifs de l'Uttar Pradesh ou l'Uttrakhand mais, à partir d'octobre 2008, les attaques contre eux sont devenues plus évidentes et intenses. Une centaine de leurs cabanes ont été complètement démolies par l'administration du parc national Rajaji.

La loi sur les Tribus répertoriées et autres habitants des forêts (Reconnaissance des droits forestiers), communément connue comme Loi des droits forestiers, adoptée par le parlement le 15 décembre 2006, est entrée en vigueur le 1er janvier 2008. Tous les États étaient censés l'appliquer en prenant des arrêtés gouvernementaux dans tous les districts. Or, le gouvernement de l'Uttrakhand ne l'a pas fait. Aucun arrêté n'a été pris et le gouvernement ne manifeste aucune disposition à appliquer cette loi, en dépit du fait que l'Uttrakhand possède un couvert forestier de plus de 65 % et que près de 80 % de sa population sont entièrement dépendants de la forêt.

À présent, le parc national Rajaji, un site touristique célèbre fréquenté par la classe moyenne et la haute société de Delhi et de Dehradun, est devenu le champ de bataille des populations forestières contre le ministère des Forêts. Ce dernier a prévu d'expulser près de 500 familles ce mois d'octobre ; il a pris pour cible les deras (cabanes) des leaders des Vangujjars, qui étaient en train de former une organisation et d'aller en justice pour combattre la décision du ministère des Forêts. Les hommes de main du ministère ont attaqué et démoli leurs deras, effrayé les petits enfants et les femmes et pillé leurs affaires, et ils les ont chassés de la forêt sans merci. Ils ont même fait arrêter quatre jeunes de façon arbitraire, pendant qu'ils faisaient paître leurs bestiaux.

La population vangujjar du parc national Rajaji lutte depuis 2004 pour la reconnaissance de ses droits. Les autorités du parc n'ont reconnu que 512 familles et les ont réinstallées à Pathri, au Hardwar, dans un village qui ne répond pas aux besoins ni à l'environnement de cette communauté tribale.

Le Forum national des habitants et des travailleurs forestiers (NFFPFW) a intenté un procès au nom des Vangujjars et, en une décision historique, la Haute Cour a ordonné au gouvernement de l'État d'Uttrakhand d'appliquer la loi des droits forestiers dans un délai de 60 jours, en constituant le comité des droits forestiers correspondant, pour que les droits des Vangujjars puissent être définis.

Le retard dans l'application de la loi a causé de nombreux problèmes à la communauté vangujjar. En effet, le nouveau directeur du parc, S.S. Rasily a été bien plus impitoyable que son prédécesseur, et son seul objectif était d'expulser les Vangujjars de la forêt sans attendre que leurs droits soient définis. Leur expulsion en octobre 2008 a été la plus grave de toutes, malgré toutes les décisions prises en leur faveur.

Le personnel du ministère des Forêts a fait appel aux commissariats locaux et utilisé massivement la force policière pour expulser la communauté tribale.

Le 3 novembre 2008, des milliers de Vangujjars et d'autres habitants des forêts de onze districts de l'Uttarakhand ont manifesté contre le gouvernement devant le siège du Secrétariat d'État, à Dehradun, pour réclamer la fin des expulsions illégales, l'application immédiate de la loi des droits forestiers et la réinstallation des 110 familles expulsées du parc national Rajaji. Les communautés forestières ont annoncé que si leurs demandes ne sont pas satisfaites elles commenceront à réinstaller leurs terres à leur emplacement originel à partir du 16 novembre 2008. Ashok Chowdhury, membre fondateur du NFFPFW, a remarqué que « si le gouvernement ne gère pas bien la situation, celle-ci risque de se transformer en un grave conflit entre les communautés forestières de l'Uttarakhand et l'État ».

Résumé de l'article de Roma disponible sur <http://www.wrm.org.uy/countries/India/roma.html> ,
NFFPFW (Kaimur) / Human
Rights Law Centre, Purab Mohal, adresse électronique : romasnb@gmail.com /
hrlkaimoor@gmail.com